



>> Interviews

propos recueillis par **Yannick Urrien**

Le parlementaire filloniste confirme la volonté de la droite de lutter contre l'explosion de la dépense publique

Patrick Hetzel, député LR du Bas-Rhin :

« Le gouvernement ne maîtrise en rien la situation budgétaire. »

Patrick Hetzel a été le conseiller de François Fillon à Matignon sur les questions concernant l'éducation et l'enseignement supérieur. Il a également été le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Ce proche de François Fillon est aujourd'hui député LR du Bas-Rhin. Il s'insurge contre la loi de finances rectificative pour 2016 qui propose 5 milliards d'euros de crédits supplémentaires, donc davantage de dépenses publiques, alors que le ras-le-bol fiscal ne cesse de s'amplifier en France. Il répond à nos questions.

L'Hebdo-Bourseplus :

Vous avez récemment dénoncé à l'Assemblée nationale la poursuite de la gabegie fiscale, avec une explosion des dépenses publiques en cette fin de quinquennat Hollande. Comment, dans l'hypothèse d'une alternance, la future majorité entend-elle inverser cette tendance ?

Patrick Hetzel :

Nous allons devoir engager un processus de réduction de nos dépenses publiques d'une manière extrêmement forte. Prenez le programme de François Fillon, c'est la raison pour laquelle il propose une réduction du nombre de fonctionnaires. Cela passera évidemment par une réforme de fond, parce que c'est la seule manière de pouvoir procéder à une réduction des dépenses publiques. Ce qui est très frappant, dans ce que nous avons vécu au cours des dernières années, c'est que le gouvernement ne maîtrise en rien la situation budgétaire. Je suis d'ailleurs intervenu la semaine dernière pour évoquer ce sujet lors d'une question au gouvernement. Je suis spécialiste des questions d'éducation et, par exemple, dans ce domaine, entre la loi de finances initiale 2016 et le débat que nous avons eu sur la loi de finances rectificative, il faut se rendre compte que la dérive budgétaire sur le seul ministère de l'Éducation nationale au cours de l'année 2016 est de 700 millions d'euros ! Je suis allé regarder de près les raisons de ces dépenses : évidemment, ce sont des dépenses salariales supplémentaires, des revalorisations catégorielles, et principalement sur la fin de l'année. Si vous regardez de près, vous pouvez multiplier par trois cela l'année prochaine ! Cela veut dire que l'on va se retrouver dans une dérive budgétaire de 2 milliards si l'on ne change rien, tout cela par rapport au débat sur la loi de finances initiale, rien que sur le périmètre de l'Éducation nationale, c'est vraiment monstrueux, on est dans la cavalerie budgétaire !

Certains caricaturent l'objectif de supprimer 500 000 postes de fonctionnaires en alléguant qu'il y aura moins d'infirmières et moins de policiers, alors que l'on a assisté à une

explosion de la dépense publique dans certaines collectivités locales... Allez-vous travailler aussi sur ce point ?

Oui, dans les prochaines semaines. Il va falloir faire de la pédagogie et, parmi les choses qu'il va falloir expliquer, François Fillon a fortement insisté sur le fait que dans son projet il y a la volonté d'augmenter le temps de travail en repassant à 39 heures. Passer de 35 à 39 heures, cela dégage, en termes d'activités, un volume de plus de 10 %. Donc, réduire de 500 000 le nombre de fonctionnaires peut se faire sans incidences sur la qualité du service fourni à nos concitoyens. C'est un point très important. On nous a dit aussi qu'il n'y aurait pas de recrutements avec la suppression de 500 000 postes de fonctionnaires : c'est faux, puisqu'il faut savoir que nous aurons tous les ans, de 2017 à 2022, en moyenne 220 000 départs à la retraite et fins de contrats. Donc, même si vous ne renouvelez pas 100 000 contrats, vous êtes toujours amené à recruter 120 000 personnes... On a commencé à faire peur, notamment aux élèves dans les écoles d'infirmiers, en leur disant qu'avec la droite il n'y aurait plus de recrutements, mais c'est faux, puisque nous serons dans une situation - même si nous appliquons le 1 sur 2 - d'effectuer des recrutements de manière très importante.

On a l'impression que notre pays est profondément divisé entre ceux qui en ont assez de payer pour les autres et ceux qui estiment que la solidarité ne doit avoir aucune limite... C'est sans doute une fracture plus importante que celle liée aux questions d'immigration. Qu'en pensez-vous ?

Il est clair que dans le travail de pédagogie que nous allons avoir à effectuer dans les mois qui viennent, nous allons devoir insister sur le fait que le redressement de la France passe par des efforts consentis par tout le monde. Nous sommes dans une situation qui est extrêmement critique aujourd'hui. Nous ne pouvons plus continuer sur cette lancée. Notre dette avoisine désormais une année

de création de richesses dans notre pays, c'est énorme et, si nous avons une augmentation des taux d'intérêt, ne serait-ce que minime, cela va avoir des conséquences énormes. Par ailleurs, sur la question de la solidarité, on voit bien que celle-ci doit également s'accompagner de droits et de devoirs pour l'ensemble de nos concitoyens. Le vrai travail de pédagogie, c'est de faire en sorte que nous retrouvions un nouvel équilibre entre les droits et les devoirs.

Vous avez longtemps conseillé François Fillon sur les questions relatives à l'éducation et à l'enseignement supérieur. On a souvent dit qu'il y avait une inadéquation entre l'éducation et la réalité de l'entreprise. Certes, des efforts ont été faits, mais on est toujours dans une culture de lutte des classes et dans un contexte où l'initiative individuelle et la personnalité comptent peu par rapport à la « diplômite aigüe ». Comment inverser cela ?

Quand François Fillon était Premier ministre, nous avons lancé la réforme de l'enseignement supérieur, qui allait dans le bon sens puisqu'il s'agissait de donner plus d'autonomie aux établissements d'enseignement supérieur en les incitant à se préoccuper de l'insertion professionnelle. Je pense que, plus que jamais, nous devons aller plus loin. Nous avons à l'époque commencé à créer des enseignements en faveur de l'entrepreneuriat, nous avons commencé à développer l'alternance, à créer des pôles favorisant l'entrepreneuriat chez les étudiants... Il faut encore pousser les feux plus loin maintenant, car on s'aperçoit qu'il y a de l'appétence chez les jeunes générations. Nous espérons aussi qu'à travers ce processus nous arriverons à endiguer les départs de nos jeunes cerveaux, qui sont de plus en plus nombreux à se sentir bridés en France et qui décident de s'expatrier parce qu'ils ne trouvent pas un environnement suffisamment favorable à la création d'entreprises en France. ■